



TOUTES LES RAISONS DE POURSUIVRE ET D'AMPLIFIER LA MOBILISATION LE 10 OCTOBRE

●● La casse organisée du service public

120 000 postes de fonctionnaires supprimés dont 70 000 dans les mairies, départements et régions. C'est ce que nous promet le Président MACRON.

C'est aussi 13 milliards en moins pour faire fonctionner les écoles, les bibliothèques, les équipements sportifs, les restaurants scolaires, la santé, les services sociaux, les accueils de loisirs, les centres culturels...

Les victimes de ces coupes budgétaires sont essentiellement les salariés, du privé, du public, les sans-emplois et retraités.

Ce type de société, la CGT n'en veut pas et refuse que nos enfants soient sacrifiés pour répondre aux exigences du patronat. Qui dit services publics dit services accessibles à tous, à moindres coûts.

Si demain, ces missions tombent dans les mains des entreprises privées, non seulement les tarifs augmenteront considérablement pour combler l'appétit des actionnaires, mais la qualité de services rendus disparaîtra au profit de la rentabilité.

L'attaque envers les fonctionnaires ne se résume pas au gel du point d'indice et au rétablissement du jour de carence. Il s'agit bien d'une attaque généralisée contre les services publics, télécommandée par le MEDEF, aidé par les gouvernants, qui veut récupérer les marchés publics et se faire du gras sur le dos de **TOUS**.

La privatisation et l'abandon programmé de l'état dans ses participations des anciennes entreprises publiques (Engie-EDF, Orange...) ne se fera pas au profit des salariés, du privé en particulier. Les ordonnances MACRON sont bien là en rempart à toute velléité de hausse de salaires, de représentation salariale dans les stratégies d'entreprise, de développement de la protection sociale...

L'attaque contre les fonctionnaires, c'est tout simplement le nivellement par le bas de tous les droits et garanties de **TOUS** les salariés.

●● La lutte des fonctionnaires est celle de tous ... et inversement

Défendre ses droits dans son administration, dans son entreprise, sur le lieu du travail, c'est défendre l'intérêt de tous. Le patronat ne s'y trompe pas, sa stratégie qui promeut l'individualisme et la performance individuelle, cherche à opposer les salariés du public et ceux du privé, les sans-emplois contre ceux qui en ont un, les « fainéants » contre « ceux qui réussissent »... Les salariés n'ont rien à gagner dans la dégradation des conditions de vie et de travail des fonctionnaires, bien au contraire.

On le voit, la lutte à mener est celle d'un système, qui précarise, qui déqualifie, qui sous prétexte de digitalisation intensifie le travail et licencie. C'est la lutte de tous ceux, qui avec la CGT, souhaite une

société moderne, qui sécurise les parcours professionnels, développe un véritable statut du travailleur salarié où chacun se forme, change d'entreprise sans pertes financières. Cela passe par une société qui assure à toute la population des services publics de haut niveau, où c'est l'intérêt de tous qui prime sur l'intérêt privé. Cela passe aussi par un retour à une fiscalité progressive qui n'exonère pas les plus riches et une sécurité sociale du XXIème siècle où chacun cotise selon ses moyens et perçoit selon ses besoins. Bref, le retour à la solidarité nationale où l'état est garant de la justice sociale et où ce ne sont pas les financiers et les rentiers qui décident.

●● A l'hôpital, dans la Territoriale, La Poste, SNCF, EDF, GDF, Impôts, Education, Préfectorale.

La disparition à Tours de 400 lits dans le projet « CHU 2026 » c'est surtout la disparition de 400 postes médicaux à terme et autant induits en postes administratifs. L'objectif est d'augmenter à marche forcée l'ambulatoire, c'est-à-dire réduire les nuits passées à l'hôpital au profit de l'hôtellerie privée. Des partenariats sont déjà envisagés. C'est la dégradation du service aux patients à coup sûr, surtout pour tous ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une médecine privée à l'américaine. Avec la CGT, battons-nous pour une sécurité sociale intégrale qui soigne toutes les populations sans distinctions et au prix nécessaire sans recherche de rentabilité.

Dans les territoires, comme si la suppression des emplois aidés, bien qu'insatisfaisants, ne suffisait pas, les collectivités locales vont devoir faire des coupes sombres dans les budgets : quels sont ceux qui en seront les premières victimes ? ce sont bien sûr les plus démunis, les plus fragiles, les salariés, sacrifiés sur l'autel du capitalisme financier et de l'actionnaire tout-puissant. En Touraine, les premiers effets sont déjà présents comme à Benais avec la fermeture du centre de vacances de Boulogne-Billancourt où 13 postes vont disparaître et à Tours qui sous-traite au privé la gestion du stationnement. La CGT se bat pour maintenir des services au plus près de tous, sur tout le territoire, fournis par des professionnels

qualifiés qui assurent un service public de haut niveau.

A La Poste la précarisation de l'emploi est devenue la norme dans cette grande entreprise publique. Pour conséquence, ce sont des bureaux de poste qui ferment, éloignant de plus en plus l'usager, pour des services de moindres qualités et une offre bancaire qui s'embourgeoise. C'est une livraison du courrier qui se dégrade pour un coût qui augmente. A Tours, cela se traduit par la sous-traitance à des « Agences Postales Communales » et « Relais Poste Urbain » du service, au rabais, comme à Montjoyeux, Colbert, Rochepinard et Sainte Radegonde.

A la SNCF : La fermeture des guichets de St pierre des Corps est symptomatique de la stratégie de dérégulation du service de transport public. Mais cela n'empêche pas de sous-traiter aux géants du bâtiments et travaux publics le réseau ferré comme à la LGV. A quel prix ? au profit de qui ? Les salariés

n'en sont pas les bénéficiaires, bien au contraire, victimes de l'intensification du travail et de l'abandon progressif de la santé au travail. La CGT revendique le retour d'une SNCF une et indivisible, pour le retour à un service national de transport public et de fret, écologiquement responsable.

A EDF et GDF (Enedis et Engie) : le retour au service public de l'énergie est la meilleure garantie de retour à une politique de sécurité nucléaire et au développement des nouvelles énergies dites renouvelables. La sous-traitance dans le secteur n'a plus à prouver son inefficacité et le risque qu'elle fait courir aux salariés du secteur et aux populations.

Aux Impôts, à l'éducation, aux télécommunications, aux transports, aux services de l'intérieur, des préfectures...qui mieux que l'état est garant de la justice, de l'égalité, du progrès technique et scientifique, de la santé et du travail.

BATTONS NOUS TOUS ENSEMBLE AVEC LA CGT POUR UNE SOCIETE MODERNE, DES SERVICES PUBLICS ET UN CODE DU TRAVAIL DU XXIeme SIECLE.

Ensemble pour :

- **La défense du Statut des fonctionnaires, cadre collectif de garanties pour les agents et les usagers, dans le cadre du combat interprofessionnel contre la casse du Code du Travail et du principe même de garanties nationales ;**
- **L'abrogation de la loi « El Khomri » et le retrait des ordonnances Macron ;**
- **L'augmentation des salaires par une forte revalorisation du point d'indice et des mesures pour rattraper les pertes antérieures ;**
- **Face à la hausse de la CSG, que nous contestons, l'attribution de points permettant une amélioration du pouvoir d'achat ;**
- **La reconnaissance du travail effectué dans le déroulement de carrière et donc l'abrogation de toutes les formes de salaire au mérite,**
- **Des créations d'emplois statutaires et l'arrêt immédiat de toutes les suppressions ;**
- **Le non-rétablissement du jour de carence ;**
- **La défense et le développement des missions publiques et l'abandon de tous les projets de privatisation ;**
- **La revalorisation des carrières, la reconnaissance des qualifications ;**
- **L'égalité femme-homme : « un salaire égal pour un travail de valeur égale » ;**
- **La reconnaissance de la pénibilité et le départ anticipé à la retraite pour les métiers reconnus ;**
- **Le maintien et le renforcement de nos systèmes de retraite ;**
- **La revalorisation urgente des pensions versées ;**
- **Les moyens nécessaires à la formation professionnelle.**

**Tous en grève et en manifestation
Mardi 10 octobre 2017 à 14h30
Place de la Liberté à Tours**

